

BERTRAND BADRÉ

Associé gérant et fondateur de Blue like an Orange Sustainable Capital, ancien directeur général et directeur financier du Groupe de la Banque mondiale

Jean-Claude Trichet, président de la Commission trilatérale pour l'Europe, ancien président de la BCE

Je me tourne à présent vers Bertrand. La métaphore de l'oasis entourée par le désert que Masood vient d'évoquer est une bonne transition vers votre intervention.

Bertrand Badré

Merci Jean-Claude et Thierry, pour votre miracle, pour faire écho à ce que Masood vient de dire. C'est formidable d'être à nouveau présent en personne. Nous sommes exactement à un mois du début de la COP 26 à Glasgow, qui est censée être une étape clé dans la mutation de la mondialisation. Nous sommes également à quelques mois de la COP 15 en Chine sur la biodiversité et la nature, une autre étape-clé dans la mutation de la mondialisation dans la bonne direction.

Laissez-moi me concentrer sur un des facilitateurs de la mondialisation, la finance. La question à laquelle nous sommes confrontés est de savoir si la finance a vraiment changé ou s'il y a juste un autre brouillard qui masque les contours mais qu'elle est restée la même ? Tout le monde parle de finance verte, de finance durable, d'ESG. Il n'est pas possible d'ouvrir un journal sans trouver ces termes et en un sens, cela semble trop beau pour être vrai. Cela va être un ingrédient clé si nous voulons réellement changer dans la direction mise en avant à la fois par Jean-Claude et par Masood et donc, la question est, sommes-nous sur cette voie ?

Je vais commencer par préciser brièvement trois éléments. En 2015, nous tous, États-Unis y compris, nous sommes engagés sur une nouvelle voie, en particulier en adoptant les objectifs de développement durable à New York en septembre 2015 et les objectifs du climat à Paris en décembre de la même année. Nous comprenons maintenant que les choix que nous avons faits et signés collectivement reposaient sur l'idée que tout se passerait bien. Nous pensions que le marché allait s'aligner, que les populations allaient réussir la transition, et que cela ne serait pas si difficile. Il était courant à l'époque de sortir des chiffres mirobolants, un coût de quatre, cinq, six billions par an. Ce n'était toutefois pas un souci car si on comparait ces chiffres à la taille de l'ensemble des capitaux, de l'économie, on prévoyait que ce serait un peu douloureux mais finalement possible. C'était une estimation brute bien sûr, mais nous avons compris qu'elle ne fonctionnait pas et même avec le Covid, nous sommes loin du compte.

C'est la véritable question derrière l'investissement ESG, le E correspond à l'environnement, le S au social et le G à la gouvernance. Je vais me concentrer sur le E et le S. Avec le E, le problème principal est le climat et je pense que les gens sont de plus en plus familiers avec le problème et comprennent les idées. Le prix du charbon est un problème plutôt bien identifié et malgré ça, nous sommes loin du but, le processus démarre à peine. Quand on approfondit le sujet E, en particulier sur la nature et la biodiversité, nous sommes très loin de là où nous sommes sur le climat, etc., donc le E en lui-même est déjà un objectif difficilement atteignable. Si on passe au S, le social, c'est encore plus compliqué. Encore une fois, tout le monde est d'accord pour dire que l'esclavage c'est mal, mais quand on regarde la question « S » en détail, il y a d'énormes différences au niveau mondial. C'est formidable de dire qu'on va se concentrer sur le social, mais les problèmes commencent quand on s'arrête sur les détails. Je ne veux pas discuter du G, je le ferai avec plaisir plus tard, mais bien sûr, comme Masood l'a dit, il faudrait ajouter un T pour Technologie, car la gestion du « T » génère une nouvelle vague de questions et nous sommes un peu submergés par tout ce que nous voyons. C'est mon premier point. Nous avons compris que les objectifs de 2015 étaient bons, mais nous n'avons pas sérieusement discuté de la façon de les atteindre, et c'est maintenant une voie difficile à emprunter.

Mon deuxième point est que nous avons également pris conscience que la transformation était bien plus difficile qu'on ne le pensait. La profondeur du changement nécessaire est plus difficile et tous les rapports que nous avons publiés, en particulier celui du GIEC qui est sorti cet été, montrent que la route est encore longue. Dans ce contexte, les gens se demandent ce qui se passe du côté de la finance. D'un côté, le BIS a récemment publié un rapport disant qu'il y avait une bulle verte, avec trop d'argent qui veut paraître vert et qui court après des actifs verts trop peu nombreux. C'est un mauvais signal, j'aimerais qu'il y ait plus d'actifs et moins de valeur mais la réalité est ce qu'elle est. D'un autre côté, la semaine dernière, l'école de commerce française EDHEC a publié un rapport très intéressant étudiant tous les indices verts. L'EDHEC a vraiment enquêté sur les MSCI du monde qui prétendent être verts, durables, etc., et a conclu qu'il n'y a pas vraiment d'ambiguïté quand 12 % d'un contenu a une base verte ou durable et 88 % n'en a pas. On vend des produits en disant qu'ils sont verts, mais ils ne le sont pas, et ce n'est pas de notoriété publique. Vous avez peut-être entendu qu'un gestionnaire d'actifs allemand, DWS, fait l'objet d'une enquête par la SEC pour soupçon de greenwashing. Un journaliste m'a demandé si c'était le Dieselgate de la finance durable et si de cette façon, nous allions comprendre qu'une fois de plus, la finance nous ment. Je pense que c'est le moment de vérité, ce moment de vérité approche et il est très important que les acteurs financiers soient sérieux sur ce sujet. Encore une fois, nous ne sommes pas loin de la crise financière, et je pense que le monde financier est toujours sous supervision, peut-être en réhabilitation. Un nouveau problème important serait très dommageable pour tout ce dont nous discutons.

Mon dernier point est que quand nous parlons de finance verte et durable, nous avons naturellement tendance à nous focaliser sur les grandes entités cotées en bourse, les Johnsons, les Unilever ou Boeings de ce monde mais nous avons tendance à oublier le reste. Il y a quelques petits morceaux, y compris des entreprises privées, mais il y a aussi des PME dont on ne parle pas vraiment et qui sont le gros de l'économie et plus important, il y a aussi les économies émergentes et en développement, et d'après moi c'est là que c'est le plus essentiel.

La question est, qui va décider des règles mondiales ? Je parle d'un guide de la finance pour les 20 à 30 ans à venir et c'est une question difficile car ce manuel dira ce qui bien et ce qui est mal. Par exemple, on parle beaucoup de diversité et d'inclusion, et je peux vous assurer que ça a un sens différent selon les pays. Aux États-Unis, il s'agit de diversité ethnique, mais en France, on n'a pas le droit de parler de diversité ethnique. Dans 20 ans, est-ce qu'on veut que ce soit le Parlement français qui décide si on peut parler de diversité ethnique ou est-ce qu'on veut que ce soit S&P ou BlackRock ?

De nombreuses questions vont apparaître. Quand il s'agit des économies émergentes et en développement, dont je sais qu'elles sont chères aux personnes présentes sur scène, la question principale porte sur le genre de norme que nous voulons établir. J'ai eu cette conversation avec de nombreux dirigeants au cours de ces derniers mois et pour faire simple, si les riches du monde déclarent qu'ils veulent un monde plus propre et plus social en disant voici les règles, dans les faits, ils vont établir une norme trop difficile à atteindre pour de nombreux pays. Dans ce cas, on me dit que c'est comme le consensus de Washington 2.0, mais plutôt que d'avoir le manuel pour les années 80 et 90, c'est un manuel de finance qui dit vous devez faire ça et ça, et ceci et cela n'est pas permis et donc les gens refuseront. Cependant, dans le monde d'aujourd'hui, il y a une alternative au consensus de Washington, comme la Chine par exemple. Par conséquent, nous aurons une réalité sans maître du monde, donc qui décidera, comment va-t-on gérer la concurrence ? Sommes-nous capables d'être inclusifs avec le monde entier et de canaliser l'argent nécessaire pour emprunter la voie de la durabilité et du climat ? Ou bien les pays de l'OCDE vont-ils être trop à l'aise et dire oui, non, nous connaissons les règles et nous allons nous protéger ? L'alternative est tout aussi mauvaise, c'est-à-dire de décréter que les économies émergentes et en développement sont incapables d'atteindre nos standards. Cela produirait un système à deux niveaux pour l'écologie et l'impact, un niveau premium pour les économies avancées et un niveau bon marché pour les économies en développement.

Je vais conclure ici. Je pense qu'il est grand temps de travailler sur notre système opératoire. Encore une fois, pour le dire simplement, nous sommes toujours dans un monde mené par le mantra de Friedman selon lequel le but social de l'activité économique est de faire de l'argent, que c'est l'argent qui imprègne la façon dont nous concevons et payons les choses etc. Je pense que nous devons passer à un système où l'objectif est de créer des solutions profitables pour les problèmes de cette planète, comme nous l'avons discuté, et les problèmes de ses populations. Cela ne veut pas dire que le profit est une mauvaise chose, le profit est légitime quand il a un but. La question est de savoir quand il y a trop de maîtres ou pas de maître dans le monde, comment faut-il procéder pour ouvrir le capot, sortir la boîte à outils et mettre les mains dans le cambouis ? Merci beaucoup.

Jean-Claude Trichet

Merci Bertrand pour votre intervention. Ce que vous avez dit sur la bulle verte, sur le verdissement artificiel, était très intéressant et, je dois dire, très à la mode en ce moment si je lis les différents rapports qui sont faits. Vous êtes au cœur de ce financement sain de la transition verte et c'est vraiment bien ce que vous faites si je peux me permettre au passage. Nous avons maintenant à aborder la question du commerce si Bark Taeho veut bien nous éclairer de sa propre expérience.